

Les valeurs des jeunes à la loupe

Nicolas Journet

Sciences Humaines N° 372 - Octobre 2024

Les jeunes adultes seraient plus féministes, plus écolos mais aussi moins fidèles au travail ou en amour que leurs aînés. La réalité est plus nuancée.

Démocratie, patriotisme, amours, religion, laïcité, travail, famille... Les jeunes d'aujourd'hui voient-ils les choses si différemment de leurs parents et de leurs grands-parents ? Les chasseurs de tendances ont vite fait de mettre sur le compte des modes générationnelles les écarts qu'ils relèvent. Mais les travaux des sociologues montrent qu'il n'est pas si facile de faire la part des choses entre les effets de l'âge, l'effet de période, c'est-à-dire [l'évolution générale des mentalités](#), et la génération.

INSTITUTIONS : la tentation de l'autoritarisme ?

La démocratie peut être envisagée sous de multiples angles, selon notamment qu'elle porte sur les institutions ou les droits des individus, mais désigne, *a minima*, un système politique fondé sur le suffrage universel et des élections libres et ouvertes. D'un côté, selon l'édition 2018 de l'European Values Study (EVS), plus de 90 % des moins de 30 ans, tout comme l'ensemble des Français, adhèrent à l'idée qu'elle constitue une « *bonne manière* » de gouverner. D'un autre côté, une partie de cette classe d'âge semble admettre des alternatives pour le moins antidémocratiques comme un « *leader fort* » sans contre-pouvoirs (23 %) ou un gouvernement militaire (18 %). Dans le premier cas, le chiffre est conforme à l'opinion moyenne, mais, contrairement à celle-ci, en nette hausse depuis dix ans. Dans le second, il est plus élevé que dans les autres classes d'âge. La politiste Camille Bedock soulève cependant l'hypothèse que ce soutien à un gouvernement militaire « *ne relève pas nécessairement – ou du moins pas uniquement – d'une aspiration à un gouvernement autoritaire, mais d'une évaluation positive des qualités de l'armée par rapport aux institutions politiques actuelles* », de la part d'une génération qui n'a pas été confrontée au service militaire obligatoire (1). Reste que ce penchant participe aussi d'une défiance croissante à l'égard des institutions politiques et de leur impuissance à trouver des solutions rapides aux problèmes du moment.

NATION : le retour du patriotisme ?

Selon une récente étude menée auprès des 18-25 ans par la sociologue Anne Muxel (2), près de deux jeunes Français sur trois seraient prêts à s'engager militairement pour défendre leur pays en cas de guerre et 48 % iraient même jusqu'à sacrifier leur vie pour lui. Trois jeunes sur cinq pourraient être définis comme des « patriotes engagés » ou « concernés » ; un sur cinq s'en tiendrait à un engagement humanitaire ; et seulement un sur cinq déclare ne pas se sentir concerné par la participation, militaire ou civile, à un conflit armé. Des chiffres très proches de ceux des générations plus âgées, avec qui cette jeunesse partage d'ailleurs le point commun de ne pas avoir été confrontée massivement aux réalités de la guerre et d'avoir fait face à la montée des actes terroristes : 68 % et 61 % des 50-64 ans et des 65 ans et plus se disent prêts à se battre pour leur pays, et 59 % et 47 % à donner leur vie pour lui. La chercheuse en tire la conclusion qu'une majorité des jeunes s'accorde, comme sur leurs aînés, sur les valeurs patriotiques et que l'antimilitarisme et le pacifisme, fréquents chez les jeunes des années 1970, se sont nettement estompés.

RACISME : une tolérance à relativiser

Les jeunes générations sont-elles acquises à l'antiracisme et beaucoup plus ouvertes que les autres à l'accueil des migrants et de leurs cultures ? Si la médiatisation d'un certain activisme pourrait le suggérer, notamment dans le milieu étudiant, le tableau fourni par l'EVS de 2018 est un peu plus mitigé. En matière de rejet de minorités nationales ou ethniques, les moins de 30 ans ne contrastent vraiment qu'avec les 55 ans et plus : si moins de 10 % d'entre eux affirment qu'ils ne voudraient pas pour voisins de « *gens d'une autre race* », de travailleurs étrangers ou de personnes de confession musulmane ou juive, ce chiffre n'est pas très inférieur à celui qu'on observe chez les plus de 30 ans. Sur la question migratoire, ils sont certes moins négatifs que leurs grands-parents, mais restent également proches de leurs aînés : entre un tiers et la moitié d'entre eux estiment que les immigrés posent un problème pour la société (charges sociales, insécurité, chômage...). Pour le chercheur Guillaume Roux, au final, les jeunes jugent aujourd'hui plus souvent l'immigration problématique qu'ils l'estimaient en 2008, et participent ainsi d'une « *crispation* » de l'opinion (3). En témoigne également la question de la préférence nationale, approuvée par 38 % d'entre eux. En revanche, sur le volet de la tolérance culturelle, une évolution se manifeste. Si les plus de 55 ans restent farouchement assimilationnistes, les moins de 30 ans laissent un peu plus de place à l'option multiculturelle : 40 % jugent que les immigrés devraient « *garder leurs traditions* », contre 33 % des Français en moyenne.

RELIGIONS : un recul du catholicisme, pas des croyances ?

D'après un sondage de l'institut Kantar réalisé en juin 2023, 52 % des 18-30 ans se disent sans religion, 18 % catholiques, 12 % musulmans et le reste affilié à diverses confessions. Cette proportion diffère peu de celle de la population générale, sauf sur un point : le déclin du catholicisme, auquel, selon l'Insee, 29 % des 18-59 ans déclarent se rattacher. La baisse du nombre des baptêmes, divisé par deux entre 2000 et 2019, est un autre signe du recul du catholicisme au fil des générations, même si l'épiscopat français a fait état, ces derniers mois, d'une hausse significative des baptêmes chez les jeunes. Des chiffres qui peuvent recouvrir des positions complexes : on peut être un jeune baptisé, ne pas avoir la foi et néanmoins croire en des forces surnaturelles, relèvent les auteurs de l'enquête Kantar, qui soulignent une tendance générationnelle à l'informalité des croyances. Pas forcément moins croyants, au sens large, que leurs aînés, les jeunes le seraient-ils différemment ? On peut le penser, par exemple à propos du port de signes religieux ostensibles à l'école ou ailleurs : selon les sondeurs Frédéric Dabi et Stewart Chau (*La Fracture*, Les Arènes, 2021), 52 % des lycéens de 16-18 ans y sont favorables, contre 44 % des 18-30 ans, et seulement 30 % sont contre – pour mémoire, début 2024, 61 % des Français sondés par l'institut CSA Research se déclaraient opposés au port des signes religieux visibles dans l'espace public. Sur ce point donc, les jeunes se montrent plus libéraux que leurs aînés, sans qu'on puisse pour autant parler de consensus : près de la moitié de ces jeunes déclarent aussi que la laïcité pourrait être « *plus ferme* », quand 35 % la voudraient « *plus tolérante* ».

TRAVAIL : l'introuvable « génération démission »

On les dit plus distants, démissionnaires chroniques, détachés de la valeur travail, et peut-être même flemmards : les jeunes auraient-ils tourné le dos au travail ? Une étude menée auprès de 4 500 jeunes hommes et femmes de 15 à 30 ans, toutes situations confondues, a tenté de prouver ou démentir ces allégations péremptoires (4). Leur pertinence est loin d'être évidente. Les préférences et les exigences des jeunes face au travail se montrent assez semblables à celles de leurs aînés : le salariat l'emporte sur l'indépendance (63 %), la rémunération passe avant le reste, alors que la sécurité de l'emploi et les horaires fixes sont plébiscités. Ils ne rechignent pas à la prise de responsabilités. L'exigence d'épanouissement au travail, par

exemple, est à peine supérieure à celle des seniors (31 % pour 29 %). Face au dilemme « plus d'argent contre moins de temps libre », les jeunes sont plus nombreux (54 %) que leurs aînés (45 %) à prendre l'argent, ce qui va à l'encontre de l'image de désengagement qui court souvent... Leur posture peut néanmoins, sur certains points, sembler plus désengagée (ou plus exigeante, selon le point de vue) : en cas de mauvaises relations ou de stress, ils envisagent plus souvent de démissionner (22 %) que les seniors (11 %). Ils sont aussi plus nombreux à plébisciter le télétravail, à préférer l'indépendance et à privilégier un emploi sur des sujets « *qui leur tiennent à cœur* ». Notons enfin que la moitié des 15-24 ans et près de 60 % des 25-30 ans s'attendent à essayer des périodes de chômage au cours de leur carrière, contre 42 % des plus de 30 ans : pessimisme d'une classe d'âge en cours d'insertion sur le marché du travail, ou d'une génération qui a vu les précédentes y être confrontées ?

FAMILLE : une dimension importante, voire plébiscitée

« Avec la montée de l'individualisation dans tous les domaines de la société moderne, on aurait pu croire que la famille allait perdre son rôle structurant », écrit le sociologue Pierre Bréchon. Pourtant, constate-t-il, « aujourd'hui encore, les relations avec la famille d'origine restent très importantes pour les jeunes » (5). On peut même dire qu'elles ont gagné en importance. Les chiffres 2018 de l'European Values Study révèlent que chez les 18-29 ans (qui sont encore 36 % à vivre chez leurs parents), 82 % des sondés affirment qu'un de leurs principaux soucis dans la vie est de rendre leurs parents fiers d'eux, et 78 % déclarent qu'ils se sentent des devoirs à long terme envers eux. Or, ces opinions sont moins affirmées dans la tranche d'âge plus âgée, celle des 30-49 ans. Dans *La Fracture*, Frédéric Dabi et Stewart Chau estiment que la pandémie de covid-19 et le confinement ont renforcé le rôle protecteur de la famille auprès des jeunes : « *Le "Familles, je vous hais" d'André Gide a fait place au "Familles, je vous ai" d'Hervé Bazin, voire à un "Familles, je vous aime".* »

GENRE : Une jeunesse *gender fluid* ?

En 2019, un sondage mené par l'institut YouGov pour *Le Nouvel Observateur* avait défrayé la chronique en clamant que, dans la moitié encore jeune de la population française (18-44 ans), 14 % des répondants ne se sentaient vraiment ni hommes ni femmes. Autrement dit se considéraient plutôt « non binaires », ce qui désigne l'ambiguïté de genre aussi bien que son absence. Cette annonce troublante laissa un peu sceptique, mais mettait en lumière une tendance à peine manifeste dix ans plus tôt : le refus croissant des assignations de sexe. Une enquête menée à bien plus grande échelle (60 000 répondants français) par la sociologue Monique Dagnaud a révélé, en 2022, une moisson beaucoup plus modeste mais révélatrice d'une transformation en cours des mentalités (6). De 14 %, on tombe à 1,74 % en moyenne nationale, tous âges confondus donc. Mais, pas de doute, la jeunesse est en pointe : 4,8 % des 16-17 ans et 3,8 % des 18-24 ans se déclarent non binaires. La courbe reste ensuite dégressive jusqu'à tomber à 0,6 % chez les plus de 55 ans. 41 % des jeunes non binaires disent par ailleurs avoir « *des problèmes* » avec leur famille, et 60 % avec « *les autres en général* ». La sociologue conteste en revanche l'idée d'un phénomène totalement nouveau, donc générationnel : pour elle, le doute sur l'identité sexuée est certainement plus courant à l'adolescence qu'à l'âge adulte, et peut donc relever d'un effet d'âge. En revanche, l'expression collective de cette non-binarité est bel et bien nouvelle, de même que son acceptation croissante chez les jeunes : un effet, suppose la chercheuse, de nouveaux relais (réseaux sociaux, médias spécialisés) permettant de partager cette situation.

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES : des jeunes plus féministes ?

Posée crûment, la question donne lieu à des résultats mitigés. En 2020, 43 % des 18-24 ans interrogés dans le cadre d'un sondage mené par l'association Focus 2030 s'estimaient

féministes, contre 46 % d'avis contraire. Soit à peine plus que la moyenne nationale (40 %), avec une différence qui se nichait surtout dans le degré de conviction : 11 % des 18-24 ans se disaient résolument féministes, contre 6 % tous âges confondus. Au final – et c'est un résultat qu'on retrouve dans d'autres enquêtes d'opinion –, ce sont les 65 ans et plus qui se proclamaient le plus féministes (48 %). Mais, au-delà de ces déclarations d'intention, les jeunes d'aujourd'hui semblent avoir une plus grande conscience que leurs aînés face aux manifestations du sexisme : la même enquête Focus 2030 pointait que les femmes les plus jeunes affirmaient davantage avoir été victimes de harcèlement ou de sexisme, phénomène traduisant « *peut-être une capacité à qualifier les violences en tant que telles (...) plus évidente pour les générations les plus jeunes* ». De même, en 2021, des lycéens d'Île-de-France sondés par l'institut OpinionWay se déclaraient à 91 % concernés par les inégalités de genre, les violences sexuelles et autres actes sexistes, et à 44 % mobilisés dans la lutte contre ces agissements. Reste que le paysage d'ensemble est celui d'un engagement fragile : pas plus tard qu'en janvier 2024, le Haut Conseil à l'égalité dénonçait, dans son « Baromètre sexisme » annuel, le fait que l'adhésion aux stéréotypes de genre et la tolérance aux propos sexistes ne reculaient pas chez les jeunes, voire étaient en hausse chez les 25-34 ans.

SEXUALITÉ : et les amours, ça change ?

Chez les chasseurs de tendances lourdes ou simplement nouvelles, on lit souvent que deux attitudes caractérisent les jeunes d'aujourd'hui : le rejet du couple d'un côté, la méfiance à l'égard du sexe de l'autre. De là à prédire que l'avenir est aux célibataires et abstinents, il n'y a qu'un pas. La réalité, pourtant, ne semble pas si tranchée. Dans une étude publiée en juin 2024, les sociologues Marie Bergström et Florence Maillouchon (7) brossent un tableau bien plus nuancé des relations amoureuses chez les jeunes Français âgés de 18 à 29 ans. Pour ce qui est du « *no sex* », il reste minoritaire : 79 % des personnes interrogées ont eu au moins une relation, suivie ou non, dans l'année. Quant au couple, il ne se porte pas si mal : les deux tiers déclarent avoir entretenu une relation de couple, cohabitante ou non, dans les douze derniers mois. Quant aux autres, leur mode amoureux se répartit en deux régimes : les relations « d'un soir » (21 %) et la relation suivie mais sans engagement (15 %). On n'est pas étonné de constater que les adeptes du couple se situent plutôt en haut du tableau des âges (26-29 ans) et les plus volages entre 18 et 25 ans : on ne s'engage pas si facilement à 20 ans. Quant à l'horizon, il reste conjugal : 76 % des interrogés conçoivent, à terme, de former un couple stable. Les deux autrices concèdent cependant que ces jeunes couples ne ressemblent pas complètement à ceux de leurs parents : l'officialisation est rare (9 % de pacsés, 7 % de mariés) et la cohabitation de plus en plus tardive. Entre 18 et 25 ans, seuls 9 % des couples partagent le même logement, creusant ainsi une tendance, « *relevée depuis trente ans* », à repousser la cohabitation.

Il y a aussi un peu de nouveau dans la sphère amoureuse, au sens le plus large du terme : comme le note une équipe de chercheurs dans une étude publiée en 2023, depuis une dizaine d'années, il est de bonne pratique chez les jeunes d'avoir un « *crush* » pour un individu du genre opposé ou du même genre (8). Un *crush* est un garçon ou une fille qui plaît et qu'on se garde encore d'aborder de front. Les réseaux sociaux aident, puisqu'on peut y « *stalker* » (traquer) son *crush* et partager le sujet avec ses copains et copines : cette relation amoureuse est inaccomplie mais pas secrète, car le plaisir est d'en faire un sujet de conversation. Toutefois, l'âge n'y résiste pas : passé 25 ans « *avoir un crush* » devient un peu ridicule, ou bien une manière de dire, « *c'est pas sérieux* ». Si elle se perpétue, cette mode du *crush* restera plus comme la marque d'un moment de la vie, celui de l'adolescence et du tout début de la vie adulte, que d'une génération.

NOTES

- (1)

Les textes de Camille Bedock, Pierre Bréchon et Guillaume Roux ont été publiés dans l'ouvrage collectif *Génération désenchantées ?*, dirigé par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (La Documentation française, 2021).

- (2)

Anne Muxel, « Les jeunes et la guerre. Représentations et dispositions à l'engagement », étude 116, Irsem, avril 2024.

- (3)

Les textes de Camille Bedock, Pierre Bréchon et Guillaume Roux ont été publiés dans l'ouvrage collectif *Génération désenchantées ?*, dirigé par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (La Documentation française, 2021).

- (4)

Clara Ponton, Roxane Saumon, Charlotte Millot et Sandra Hoibian (Crédoc), avec la collaboration Amélie Charruault (Injep), « Le rapport des jeunes au travail en 2023. Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse », 2023.

- (5)

Les textes de Camille Bedock, Pierre Bréchon et Guillaume Roux ont été publiés dans l'ouvrage collectif *Génération désenchantées ?*, dirigé par Laurent Lardeux et Vincent Tiberj (La Documentation française, 2021).

- (6)

Monique Dagnaud, « Les non binaires : émergence d'une problématique », *Telos*, 28 octobre 2022.

- (7)

Marie Bergström, Florence Maillochon et l'équipe Envie, « Couples, histoires d'un soir, "sexfriends" : diversité des relations intimes des moins de 30 ans », *Population et Sociétés*, n° 623, juin 2024.

- (8)

Christine Détrez *et al.*, « Le crush : une nouvelle éducation sentimentale ? », *Réseaux*, n° 242, 2023/6.